
LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 99 — 3046

[C — 99/14209]

14 SEPTEMBRE 1999. — Arrêté royal portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires téléphoniques et rapportant l'arrêté royal du 13 juin 1999 ayant le même objet

RAPPORT AU ROI

Sire,

La réglementation actuellement en vigueur concernant l'édition des annuaires téléphoniques est apparue ces derniers mois comme n'étant plus adaptée aux évolutions du secteur des télécommunications, notamment à la suite de la multiplication des opérateurs, aux souhaits de la majorité de nos concitoyens en matière de protection de leur vie privée et à la nécessité d'assurer une gestion efficace des ressources naturelles.

Il est dès lors proposé de réformer la réglementation applicable à la confection, à l'édition et à la distribution des annuaires téléphoniques en tenant compte des préoccupations énoncées plus haut.

Ainsi, les conditions dans lesquelles les annuaires peuvent être édités sont largement simplifiées. Les personnes qui souhaitent éditer un annuaire doivent faire une déclaration à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications quatre semaines avant le début de leurs activités. Les opérateurs de téléphonie vocale et de téléphonie mobile doivent fournir à ces éditeurs les données-utilisateurs finals dans des conditions techniques, financières et commerciales équitables, raisonnables et non discriminatoires. Les seules obligations qui pèsent sur les éditeurs de ces annuaires sont des conditions visant à assurer un traitement équilibré entre les personnes qui figurent dans ces annuaires ou auxquelles ces annuaires sont remis.

L'arrêté royal définit en plus une catégorie spéciale d'annuaires, à savoir l'annuaire universel, pour lequel, afin d'en assurer le caractère universel, l'éditeur est soumis à des obligations complémentaires.

Cet annuaire universel doit reprendre dans un classement alphabétique, l'ensemble des utilisateurs finals par commune, y inclus les personnes cohabitantes qui ont manifesté l'intention de figurer dans l'annuaire sous leur nom propre.

Pour ce qui concerne les règles en matière de protection de la vie privée, il est évident que ne figureront dans l'annuaire que les noms des personnes qui l'ont souhaité.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 99 — 3046

[C — 99/14209]

14 SEPTEMBER 1999. — Koninklijk besluit houdende de voorwaarden tot vervaardiging, uitgave en verspreiding van de telefoongidsen en tot intrekking van het koninklijk besluit van 13 juni 1999 met hetzelfde onderwerp

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De jongste maanden is gebleken dat de reglementering die momenteel inzake de uitgave van telefoongidsen van kracht is, niet meer is aangepast aan de ontwikkelingen in de telecommunicatiewereld — meer bepaald door de toename van het aantal operatoren —, aan de wensen van de meerderheid van onze medeburgers inzake bescherming van hun privé-leven, noch aan de noodzaak om de natuurlijke hulpbronnen efficiënt te beheren.

Derhalve wordt een hervorming voorgesteld van de reglementering die op de vervaardiging, uitgave en verspreiding van telefoongidsen toepasselijk is, waarbij rekening wordt gehouden met de hierboven vermelde bezorgdheid.

De voorwaarden waaronder de telefoongidsen mogen worden uitgegeven, worden daarom aanzienlijk vereenvoudigd. Personen die een telefoongids wensen uit te geven moeten vier weken voor de aanvang van hun activiteit daarvan aangifte doen bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie. De operatoren voor spraaktelefonie en mobiele telefonie moeten die uitgevers de eindgebruikergegevens verstrekken tegen billijke, redelijke en niet-discriminerende technische, financiële en commerciële voorwaarden. De enige verplichtingen die op de uitgevers van die gidsen rusten, zijn voorwaarden die erop gericht zijn een evenwichtige behandeling te garanderen van de personen die in die gidsen vermeld staan of aan wie die telefoongidsen worden bezorgd.

Het koninklijk besluit definieert bovendien een bijzondere categorie van telefoongidsen, namelijk de universele telefoongids, waarvoor de uitgever aan bijkomende verplichtingen wordt onderworpen om het universele karakter van die gids te waarborgen.

Die universele telefoongids moet in alfabetische rangschikking alle eindgebruikers per gemeente vermelden, met inbegrip van samenwonenden die de wens hebben geuit om onder hun eigen naam in de gids te worden vermeld.

Wat betreft de regels inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer is het evident dat in de telefoongids enkel maar de naam zal worden vermeld van de personen die dat wensen.

Il est cependant à remarquer que les abonnés à la téléphonie mobile qui ne figuraient jusqu'à présent qu'à leur demande expresse, seront dorénavant traités dans les mêmes conditions que les abonnés à la téléphonie vocale fixe, c'est-à-dire qu'ils feront l'objet d'une mention dans l'annuaire sauf s'ils expriment l'objection d'y être répertoriés. Une disposition transitoire est cependant prévue pour les abonnés à la téléphonie mobile existants qui continueront à ne pas figurer dans l'annuaire sauf s'ils en expriment l'intention; les opérateurs seront cependant tenus de demander à leurs clients de confirmer leur choix.

Enfin, il faut rappeler qu'en matière d'annuaires, l'article 84 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques prévoit que le service universel contient l'édition de l'annuaire universel dans les zones où aucun éditeur ne publie un tel annuaire.

Commentaires des articles

Le chapitre I^{er} traite des obligations qui pèsent sur tous les éditeurs d'annuaires.

L'article 1^{er} contient un certain nombre de définitions, celles-ci marquent la distinction entre l'annuaire et l'annuaire universel. L'annuaire universel se caractérise par le fait qu'il doit comprendre un classement alphabétique par nom et par commune des utilisateurs finals du service de téléphonie.

Cette liste reprend, pour l'ensemble des opérateurs, les utilisateurs finals à un service fixe et/ou mobile de téléphonie vocale, qui n'ont pas manifesté le souhait de bénéficier d'un numéro secret.

Ces derniers sont repris dans l'annuaire universel à l'adresse du domicile.

L'annuaire reprendra, d'une part, les données limitées à ce qui est nécessaire pour identifier un utilisateur final et, d'autre part, les données limitées à ce qui est nécessaire pour identifier les cohabitants des utilisateurs finals lorsque ceux-ci désirent figurer sous leur propre identité dans l'annuaire universel. Des données supplémentaires peuvent figurer pour autant que l'abonné ait donné son consentement sans ambiguïté à ce sujet.

Il est normalement prévu que le classement des utilisateurs finals se fasse par ordre alphabétique et par communes. Certains cas de regroupement des utilisateurs finals d'une même institution seront cependant tolérés s'ils ont pour but de faciliter les recherches dans l'annuaire.

L'insertion des données utilisateur finals dans l'annuaire universel, ne peut pas faire l'objet d'une redevance qui serait imputée à cet abonné; il en est de même pour les cohabitants.

Il est bien évident que la multiplication des opérateurs concernés pose pour les éditeurs un problème dû à la diversité des sources d'accès; le présent projet ne fait aucun obstacle à un éventuel accord entre opérateurs en vue de standardiser leurs bases de données respectives.

L'article 2 concerne le contenu et la manière d'introduire la déclaration imposée par la loi aux personnes qui souhaitent confectionner, vendre ou distribuer un annuaire.

Par ces activités, on entend aussi toute action en rapport avec les tâches visant à confectionner, vendre ou distribuer des annuaires. Par exemple, la prospection visant à insérer des annonces dans un annuaire en préparation est considérée comme faisant partie de ces activités.

L'obligation de déclaration préalable à ce genre d'activité contribue à la lutte contre les escroqueries, fréquentes en ce domaine.

Cet article précise les informations qui doivent figurer dans cette déclaration et les conditions dans lesquelles toute modification des informations initialement déclarées doit être notifiée à l'Institut. Parmi ces informations figurent notamment la description de la zone qui sera couverte, l'engagement à conclure un protocole avec les services de médiation et éventuellement la définition des catégories de personnes qui figureront dans l'annuaire. La déclaration contiendra aussi, le cas échéant, l'engagement éventuel de l'éditeur d'annuaire à publier un annuaire universel.

L'article 3 dispose que toutes les données utilisateurs finals reprises dans l'annuaire seront, sauf consentement de l'abonné, limitées au strict minimum nécessaire pour permettre l'identification de l'utilisateur final.

Toch wordt erop gewezen dat de abonnees van de mobiele telefonie die tot nog toe alleen maar op hun uitdrukkelijk verzoek werden vermeld, voortaan op dezelfde manier zullen worden behandeld als de abonnees van de vaste spraaktelefonie; dit betekent dat zij in de gids zullen worden vermeld, tenzij zij bezwaar uiten om daarin te worden opgenomen. Er wordt echter een overgangsbepaling opgenomen voor de bestaande abonnees van de mobiele telefonie die nog altijd niet zullen worden vermeld in de telefoongids behalve als zij hun voorstellen daartoe meedelen; de operatoren zullen evenwel verplicht zijn om aan hun klanten te vragen hun keuze te bevestigen.

Tot slot wordt eraan herinnerd dat op het stuk van telefoongidsen, artikel 84 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt dat de universele dienstverlening de uitgave omvat van de universele telefoongids in zones waar geen enkele uitgever zulk een gids uitgeeft.

Artikelsgewijze commentaar

Hoofdstuk I handelt over de verplichtingen waaraan alle uitgevers van telefoongidsen onderworpen zijn.

Artikel 1 bevat een zeker aantal definities, die het onderscheid aangeven tussen de telefoongids en de universele telefoongids. De universele telefoongids wordt gekenmerkt door het feit dat die een alfabetische rangschikking moet bevatten op naam en per gemeente van de eindgebruikers van de telefoondienst.

Deze lijst bevat voor alle operatoren de eindgebruikers van een vaste en/of mobiele spraaktelefoondienst die niet de wens hebben uitgedrukt om een geheim nummer te hebben.

Deze laatste worden in de universele telefoongids opgenomen op het adres van de woonplaats.

De gids bevat enerzijds de gegevens die beperkt zijn tot hetgeen nodig is om een eindgebruiker te identificeren, en anderzijds, de gegevens die beperkt zijn tot hetgeen nodig is om de met de eindgebruikers samenwonende perso(o)n(en) te identificeren wanneer die onder de eigen identiteit in de universele telefoongids wenst/wensen te worden vermeld. Aanvullende gegevens kunnen worden vermeld voorzover de abonnee daartoe duidelijk zijn toestemming heeft verleend.

De normale rangschikking van de eindgebruikers is alfabetisch en per gemeente. Toch zullen sommige gevallen waarin de eindgebruikers van eenzelfde instelling bijeen worden gebracht, worden geduld indien deze ertoe strekken het opzoeken in de gids te vergemakkelijken.

De vermelding van de eindgebruikergegevens in de universele telefoongids mag geen aanleiding geven tot een vergoeding die aan die abonnee zou worden aangerekend; hetzelfde geldt voor samenwonenden.

Het spreekt vanzelf dat de toename van de betrokken operatoren voor de uitgevers een probleem vormt dat te wijten is aan de diversiteit van de informatiebronnen; het onderhavige ontwerp staat niet in de weg van een eventuele overeenkomst tussen operatoren om hun respectieve databases te standaardiseren.

Artikel 2 gaat over de inhoud van en de wijze waarop de aangifte moet worden ingediend die door de wet wordt opgelegd aan wie een telefoongids wenst te vervaardigen, verkopen of verspreiden.

Onder die activiteiten wordt ook verstaan elke handeling in verband met taken die erop gericht zijn telefoongidsen te vervaardigen, te verkopen of te verspreiden. Marktverkenning, bijvoorbeeld, die bedoeld is om aankondigingen op te nemen in een telefoongids die in de maak is, wordt beschouwd als een onderdeel van die activiteiten.

De verplichting tot voorafgaande aangifte ten aanzien van dit soort van activiteiten draagt bij tot de bestrijding van zwendelpraktijken, die op dat gebied veel voorkomen.

Dit artikel preciseert de inlichtingen die in deze aangifte moeten worden vermeld, alsmede de voorwaarden waaronder elke wijziging van de oorspronkelijk aangegeven inlichtingen aan het Instituut moet worden meegedeeld. Tot die inlichtingen behoort met name de beschrijving van de zone die zal worden bestreken, de verbintenis om met de ombudsdiensten een protocol af te sluiten en eventueel de definitie van de categorieën van personen die in de gids zullen worden vermeld. De aangifte vermeldt ook de eventuele verbintenis van de uitgever van de telefoongids om een universele telefoongids te publiceren.

Artikel 3 bepaalt dat alle eindgebruikergegevens die in de telefoongids worden opgenomen, behalve bij instemming van de abonnee, beperkt zullen blijven tot het strikte minimum dat nodig is om de eindgebruiker te kunnen identificeren.

Vu que cet article impose, sous réserve de l'accord des intéressés, que tous les utilisateurs finals entrant dans la ou les catégories visées par un annuaire figurent dans celui-ci, les opérateurs sont tenus de prévoir dans leurs contrats avec leurs clients de demander entre autres la ou les catégories de profession libérale ou d'activité commerciale, industrielle ou artisanale exercée par ceux-ci.

Cette mention minimale est gratuite.

Les mentions reprenant à la demande de l'abonné, les données des cohabitants seront également insérées gratuitement dans les annuaires.

Le fait que la personne reprise dans la catégorie concernée ne désire pas conclure de contrat publicitaire avec l'éditeur n'est pas considéré comme une opposition d'insertion.

Cet article précise également que si l'annuaire est remis gratuitement au public, il doit être remis à tous les utilisateurs finals se situant dans la zone de couverture de cet annuaire sans que ceux-ci ne doivent en faire la demande.

Dérogação peut cependant être accordée par le Ministre, sur proposition de l'IBPT, pour les annuaires spécialisés destinés à un public plus restreint. C'est le cas par exemple, de certains annuaires professionnels qui ciblent des catégories précises d'utilisateurs, et dont la diffusion est forcément plus limitée que celle des annuaires publicitaires tous publics. On peut également penser aux publications sur d'autres supports que le papier, tels les disques optiques compacts (CD-ROM).

A remarquer qu'afin d'éviter les gaspillages, un utilisateur final peut demander de recevoir gratuitement moins d'annuaires qu'il n'a de lignes d'accès, et que, dans l'hypothèse où une même personne est à la fois abonnée à un service mobile et à un service fixe, elle ne recevra qu'un seul exemplaire de l'annuaire.

L'article 4 précise que chaque éditeur confectionnant, vendant ou distribuant un annuaire, quel que soit le support utilisé, doit en fournir gratuitement trois exemplaires à l'Institut lors de chaque mise à jour, afin que celui-ci puisse exercer sa mission de surveillance et de contrôle du secteur.

L'article 5 s'explique par le fait que les listes transmises aux éditeurs par les opérateurs reprennent les données utilisateurs finals des personnes qui ont accepté de figurer dans les annuaires mais ont demandé à ne pas figurer dans les listes utilisées à d'autres fins.

Le chapitre II organise la réglementation spécifiquement applicable aux éditeurs d'annuaires universels.

L'article 6 définit certaines conditions qui sont particulières à l'annuaire universel. L'éditeur d'annuaires doit préciser à l'Institut la zone qu'il couvre, afin que ce dernier puisse vérifier si l'entière du Royaume est couverte.

Chaque annuaire doit couvrir une zone qui correspond à une ou plusieurs zones téléphoniques contiguës et qui contient au moins 75.000 adresses.

L'annuaire universel ne pourra être imprimé sur un autre support sans être préalablement confectionné, édité et distribué sur un support papier, seul support accessible à l'ensemble du public.

L'annuaire universel doit présenter suffisamment de lisibilité et être neutre à l'égard des différents opérateurs de télécommunications.

Par exemple, il faut éviter des disproportions entre les diverses informations définies en annexe au présent arrêté et leur but; de plus, certains critères de format et de publicité doivent aussi être respectés, il reviendra donc au Ministre de préciser les exigences nécessaires afin que l'annuaire garde son caractère universel.

L'article 7 précise les modalités suivant lesquelles les opérateurs peuvent éventuellement facturer des frais pour la gestion de la liste des abonnés privés.

Vu qu'il s'agit d'une restriction à un principe de droit à la vie privée, ces facturations de frais doivent être réellement justifiées; elles sont soumises à l'approbation préalable du Ministre.

L'article 8 envisage l'hypothèse où un éditeur ne respecterait pas son engagement de couvrir une zone, et que cette zone ne serait couverte par aucun autre éditeur. Dans ce cas, l'IBPT fera procéder à l'édition de l'annuaire à charge de l'éditeur défaillant.

Les coûts éventuels pourront être supportés par le fonds du service universel qui aura à charge de récupérer ces coûts auprès de l'éditeur défaillant.

Aangezien dit artikel, onder voorbehoud van het akkoord van de betrokkenen, de verplichting oplegt dat alle eindgebruikers die in een door een telefoongids beoogde categorie of categorieën vallen, daarin worden vermeld, zijn de operatoren verplicht in hun contracten met hun klanten ervoor te zorgen dat zij onder andere vragen naar de categorie of categorieën van vrij beroep of van handels-, industriële of ambachtelijke activiteit die zij uitoefenen.

Deze minimale vermelding is gratis.

De vermeldingen die op verzoek van de abonnee de gegevens bevatten van de samenwonenden zullen ook gratis in de telefoongidsen worden opgenomen.

Het feit dat de persoon die in de betrokken categorie is opgenomen, geen reclamecontract met de uitgever wenst af te sluiten, wordt niet beschouwd als verzet tegen opname in de gids.

Dit artikel schrijft ook voor dat wanneer een gids gratis aan het publiek wordt toegezonden, deze moet worden verstrekt aan alle eindgebruikers die gevestigd zijn in de zone die door die telefoongids wordt bestreken, zonder dat zij die moeten aanvragen.

Niettemin kan de Minister, op voorstel van het BIPT hierop een afwijking toestaan voor gespecialiseerde telefoongidsen die voor een beperkter publiek bestemd zijn. Dit geldt bijvoorbeeld voor sommige professionele telefoongidsen die afgestemd zijn op precieze categorieën van gebruikers en waarvan de verspreiding noodzakelijkerwijs beperkter is dan die van de voor het publiek bestemde reclamegidsen. Men kan ook denken aan publicaties op andere dragers dan papier, zoals cd-roms.

Op te merken valt dat een eindgebruiker, om verspilling tegen te gaan, mag vragen om gratis minder telefoongidsen te ontvangen dan dat hij toeganglijnen heeft en dat, wanneer eenzelfde persoon zowel geabonneerd is op een mobiele als op een vaste dienst, die maar één exemplaar van de telefoongids ontvangt.

Artikel 4 verduidelijkt dat elke uitgever die een telefoongids vervaardigt, verkoopt of verspreidt, ongeacht de drager ervan, daarvan gratis drie exemplaren moet verstrekken aan het Instituut bij elke bijwerking, opdat dit laatste zijn taak kan vervullen inzake toezicht op en controle van de sector.

Artikel 5 wordt verklaard door het feit dat de lijsten die door de operatoren aan de uitgevers worden bezorgd de eindgebruikergegevens bevatten van de personen die hebben aanvaard te worden vermeld in de telefoongidsen maar die hebben gevraagd niet te worden opgenomen in de lijsten die voor andere doeleinden worden gebruikt.

Hoofdstuk II organiseert de reglementering die specifiek van toepassing is op uitgevers van universele telefoongidsen.

Artikel 6 stelt een aantal voorwaarden vast die specifiek zijn voor de universele telefoongids. Een uitgever van telefoongidsen moet aan het Instituut de zone opgeven die hij dekt, opdat het Instituut kan nagaan of het hele Rijksgebied wordt bestreken.

Elke telefoongids moet een zone dekken die overeenstemt met één of meer aangrenzende telefoonzones en die ten minste 75.000 adressen bevat.

De universele telefoongids mag niet op een andere drager worden afgedrukt zonder dat die eerst vervaardigd, uitgegeven en verspreid is op een papieren drager, de enige drager die voor het hele publiek toegankelijk is.

De universele telefoongids moet voldoende leesbaar en neutraal zijn ten aanzien van de verschillende telecommunicatieoperatoren.

Er moeten bijvoorbeeld wanverhoudingen worden vermeden tussen de diverse inlichtingen die in de bijlage bij dit besluit vastgelegd zijn en het doel ervan; bovendien moeten ook sommige criteria inzake formaat en reclame worden nageleefd; het staat daarom aan de Minister om de nodige vereisten te verduidelijken opdat de telefoongids zijn universele karakter behoudt.

Artikel 7 verduidelijkt de nadere regels volgens welke de operatoren eventueel kosten mogen aanrekenen voor het beheer van de lijst van de privé-abonnees.

Daar het gaat om een beperking van het principe van het recht op privacy moeten die aangerekende kosten werkelijk worden bewezen; zij worden vooraf ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister.

Artikel 8 betreft de veronderstelling dat een uitgever zijn verbintenis om een zone te dekken niet zou nakomen en dat deze zone door geen enkele andere uitgever zou worden gedekt. In dat geval zal het BIPT de gids laten uitgeven ten laste van de in verzuim zijnde uitgever.

De eventuele kosten kunnen worden gedragen door het fonds voor de universeledienstverlening, dat die kosten op de in verzuim zijnde uitgever zal moeten verhalen.

Pour qu'il soit considéré qu'un éditeur couvre une zone déterminée, il faudra qu'il édite un annuaire universel sur un support papier. L'édition d'un annuaire universel électronique sous forme, par exemple, d'un CD-Rom ou via Internet ne pourra être considérée comme assurant la couverture d'une zone déterminée.

Afin de vérifier si toutes les zones seront couvertes dans les délais prescrits, l'éditeur devra informer l'IBPT de son programme annuel.

L'article 9 précise que l'annuaire universel doit faire l'objet d'une nouvelle édition au moins tous les quinze mois.

L'article 10 prévoit que si un éditeur d'annuaire ne souhaite plus éditer un annuaire universel, il doit, sous peine d'être en défaut aux termes de l'article 7 du présent arrêté, en faire la déclaration auprès de l'IBPT au plus tard 6 mois après la dernière distribution de cet annuaire universel.

Cette information est nécessaire afin de veiller à ce que l'ensemble du territoire soit toujours couvert par un annuaire universel et pour permettre à l'IBPT, dans l'hypothèse où il devrait apparaître qu'une zone téléphonique ne serait plus couverte dans le futur, de mettre en action la procédure devant conduire à la désignation d'un éditeur devant prendre en charge l'édition de l'annuaire universel dans la zone concernée.

Actuellement toutes les zones du pays sont couvertes par les éditeurs d'annuaires. Dans le cas de figure où ceux-ci ne souhaiteraient plus couvrir une zone déterminée, ils devraient en faire la déclaration au plus tard six mois après la dernière édition de l'annuaire. Dans ce cas, l'éditeur désigné en vertu de l'article 84, § 2 de la loi disposerait de neuf mois pour assurer l'édition de l'annuaire universel couvrant la zone considérée.

Le chapitre III traite de diverses dispositions transitoires et finales.

L'article 11 prévoit des mesures transitoires applicables aux abonnés à la téléphonie mobile en service avant la parution du présent arrêté.

En effet, jusqu'à la transposition de la directive 98/10/CE, la loi différencie les abonnés à la téléphonie fixe des abonnés à la téléphonie mobile pour les conditions de parution dans les annuaires.

Contrairement aux abonnés à la téléphonie fixe, les abonnés à la téléphonie mobile étaient a priori considérés comme des abonnés privés; ils devaient donc exprimer leur intention de figurer dans les annuaires.

Il serait cependant illogique d'appliquer sans précautions la nouvelle réglementation aux abonnés à la téléphonie mobile existants en supposant qu'elle leur conviendrait. En conséquence, les opérateurs informeront ces derniers afin qu'ils expriment, s'ils le désirent leur intention de figurer dans l'annuaire. Afin que les opérateurs et les éditeurs disposent du temps nécessaire pour mettre en place le traitement de ces données, les mesures transitoires peuvent aussi être appliquées aux abonnés mobiles mis en service dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de l'arrêté.

Les articles 12 et 13 n'appellent pas de commentaires particuliers.

L'article 14 a pour but de permettre à l'IBPT de disposer de renseignements identiques sur les différents acteurs du marché; à cette fin, les éditeurs préalablement habilités devront communiquer les mêmes informations que celles à fournir par les nouveaux venus.

L'article 15 rapporte l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires téléphoniques et son annexe publiés au *Moniteur belge* du 20 juillet 1999. En effet, le texte publié a été affecté d'une erreur matérielle rendant son retrait et son remplacement nécessaires.

L'article 16 n'appelle pas de commentaires particuliers.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Télécommunications,
R. DAEMS

Opdat ervan wordt uitgegaan dat een uitgever een bepaalde zone dekt, moet hij een universele telefoongids uitgeven op papier. Een elektronisch uitgegeven universele telefoongids, bijvoorbeeld in de vorm van een cd-rom of via Internet kan niet worden beschouwd als een gids die een bepaalde zone dekt.

Om te kunnen nagaan of alle zones binnen de voorgeschreven termijnen gedekt zullen zijn, moet de uitgever aan het BIPT zijn jaarlijks programma meedelen.

Artikel 9 schrijft voor dat ten minste om de vijftien maanden een nieuwe uitgave van de universele telefoongids moet verschijnen.

Artikel 10 bepaalt dat indien een uitgever van telefoongidsen niet langer een universele telefoongids wenst uit te geven hij, op straffe van verzuim krachtens artikel 7 van dit besluit, dit uiterlijk 6 maanden na de laatste verspreiding van die universele telefoongids moet aangeven bij het BIPT.

Die informatie is nodig om ervoor te zorgen dat het hele grondgebied te allen tijde door een universele telefoongids wordt gedekt en, mocht blijken dat een telefoonzone in de toekomst niet meer gedekt zou worden, om het BIPT ertoe in staat te stellen de procedure aan te vatten die moet leiden tot de aanwijzing van een uitgever die de uitgave van de universele telefoongids in de betrokken zone op zich moet nemen.

Momenteel zijn alle zones van het land door de uitgevers van gidsen gedekt. Indien zij niet langer een bepaalde zone willen dekken, moeten zij dit uiterlijk zes maanden na de laatste uitgave van die telefoongids aangeven. In dat geval beschikt de krachtens artikel 84, § 2 van de wet aangewezen uitgever over negen maanden om de universele telefoongids uit te geven die de betrokken zone dekt.

Hoofdstuk III handelt over diverse overgangs- en slotbepalingen.

Artikel 11 voorziet in overgangsbepalingen die van toepassing zijn op de abonnees van de in dienst zijnde mobiele telefonie voor de bekendmaking van het onderhavige besluit.

Tot aan de omzetting van richtlijn 98/10/EG maakte de wet immers een onderscheid tussen de abonnees van de vaste telefonie en de abonnees van de mobiele telefonie voor de voorwaarden inzake opname in de telefoongidsen.

In tegenstelling tot de abonnees van de vaste telefonie werden de abonnees van de mobiele telefonie a priori beschouwd als privé-abonnees; zij moesten dus hun wens te kennen geven om in de telefoongidsen te worden vermeld.

Het zou evenwel onlogisch zijn om zonder voorzorgsmaatregelen de nieuwe reglementering toe te passen op de bestaande abonnees van de mobiele telefonie door te veronderstellen dat dit voor hen zou schikken. Bijgevolg zullen de operatoren deze laatsten informeren zodat zij kunnen laten weten of zij in de gids wensen te worden vermeld. Opdat de operatoren en uitgevers over de nodige tijd beschikken om die gegevens te verwerken, kunnen de overgangsmaatregelen ook worden toegepast op de mobiele abonnees die op de dienst worden aangesloten binnen de zes maanden die volgen op de inwerkingtreding van het besluit.

De artikelen 12 en 13 behoeven geen bijzondere commentaar.

Artikel 14 strekt ertoe het BIPT de mogelijkheid te bieden om te beschikken over identieke inlichtingen met betrekking tot de verschillende marktspelers; daartoe zullen de voorafgaandelijk bevoegd verklaarde uitgevers dezelfde inlichtingen moeten meedelen als die welke de nieuwkomers moeten verstrekken.

Artikel 15 herroept het koninklijk besluit van 13 juni 1999 houdende de voorwaarden tot vervaardiging, uitgave en verspreiding van de telefoongidsen en zijn bijlage bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 20 juli 1999. De bekendgemaakte tekst bevatte evenwel een materiële fout waardoor die moest worden ingetrokken en vervangen.

Artikel 16 behoeft geen bijzondere commentaar.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Telecommunicatie,
R. DAEMS

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 17 juillet 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires", a donné le 30 septembre 1998 l'avis suivant :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Depuis l'adoption de la loi du 19 décembre 1997 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques afin d'adapter le cadre réglementaire aux obligations en matière de libre concurrence et d'harmonisation sur le marché des télécommunications découlant des décisions de l'Union européenne, deux directives européennes ont été promulguées, qui contiennent des dispositions touchant à l'édition des annuaires téléphoniques, à savoir la directive 98/10/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 1998 concernant l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service universel des télécommunications dans un environnement concurrentiel (article 6), et la directive 97/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des télécommunications (article 11).

Certaines dispositions de la loi du 21 mars 1991 devraient être préalablement adaptées pour permettre une transposition correcte de ces directives dans la matière des annuaires téléphoniques et plus précisément en ce qui concerne la fourniture et la publication des données des abonnés aux services de téléphonie.

En effet, l'article 6, paragraphe 2, de la directive 98/10/CE prévoit que tous les abonnés ont le droit de figurer dans les annuaires qui sont mis à la disposition du public et que ceux-ci regroupent "l'ensemble des abonnés qui n'ont pas exprimé d'objection à être répertoriés" dans ces annuaires, sans faire de distinction entre les abonnés aux services de téléphonie vocale (fixe) ou mobile.

Ainsi que l'avait observé le Conseil d'Etat dans son avis L. 26.922/4 donné le 22 octobre 1997 sur un avant-projet devenu la loi du 12 décembre 1997 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques afin d'adapter le cadre réglementaire aux obligations en matière de libre concurrence et d'harmonisation sur le marché des télécommunications découlant des décisions de l'Union européenne (1), l'article 109^{ter} C de la loi du 21 mars 1991, alors en projet, s'écarte de cette disposition de la directive.

Il prévoit en effet que les utilisateurs de téléphonie mobile doivent demander à figurer dans les annuaires, alors que selon la directive 98/10/CE, les données les concernant doivent figurer dans les annuaires universels, sauf s'ils ont exprimé une objection à y figurer.

Par ailleurs, l'article 11, paragraphe 1, de la directive 97/66/CE, dispose :

« Les données à caractère personnel figurant dans les annuaires d'abonnés, imprimés ou électroniques, et qui sont à la disposition du public ou que l'on peut obtenir auprès des services de renseignements concernant l'annuaire, doivent être limitées à ce qui est nécessaire pour identifier un abonné particulier, à moins que l'abonné n'ait donné son consentement, sans la moindre ambiguïté, à ce que les données supplémentaires le concernant soient publiées. L'abonné doit avoir le droit d'obtenir gratuitement, sur demande, de ne pas figurer dans un annuaire, imprimé ou électronique, d'indiquer que les données le concernant ne peuvent pas être utilisées à des fins de prospection directe, que son adresse ne figure que partiellement dans l'annuaire et qu'aucune mention relative à son sexe n'y figure, lorsque cela se justifie du point de vue linguistique. »

L'article 109^{ter} C se borne à prévoir que les utilisateurs peuvent s'opposer à ce que leurs données figurent dans les annuaires, sans préciser toutefois quelles sont les données qui sont transmises à l'éditeur d'annuaires (nom, adresse, profession...?) ni que les données transmises doivent être limitées à ce qui est nécessaire à l'identification de l'abonné, ni que celui-ci peut s'opposer, soit explicitement soit implicitement à la publication de certaines données le concernant.

La loi devra être complétée pour assurer la transposition correcte des directives précitées (2).

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 17 juli 1998 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de voorwaarden tot vervaardiging, uitgave en verspreiding van de telefoongidsen", heeft op 30 september 1998 het volgende advies gegeven :

ALGEMENE OPMERKINGEN

1 Sedert de goedkeuring van de wet van 19 december 1997 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven teneinde het reglementaire kader aan te passen aan de verplichtingen die inzake vrije mededinging en harmonisatie op de markt voor telecommunicatie voortvloeien uit de van kracht zijnde beslissingen van de Europese Unie zijn twee richtlijnen afgekondigd die bepalingen bevatten betreffende de uitgifte van telefoongidsen, te weten richtlijn 98/10/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 1998 inzake de toepassing van Open Network Provision (ONP) op spraaktelefonie en inzake de universele telecommunicatiedienst in een door concurrentie gekenmerkt klimaat (artikel 6) en richtlijn 97/66/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 1997 betreffende de verwerking van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in de telecommunicatiesector (artikel 11).

Sommige bepalingen van de wet van 21 maart 1991 zouden vooraf moeten worden aangepast om een correcte omzetting van die richtlijnen mogelijk te maken inzake telefoongidsen en meer bepaald wat het verstrekken en het publiceren betreft van de gegevens van de abonnees van de telefoondiensten.

Artikel 6, lid 2, van richtlijn 98/10/EG bepaalt immers dat alle abonnees het recht hebben te worden vermeld in de telefoongidsen die ter beschikking worden gesteld van het publiek en dat in deze telefoongidsen "alle abonnees worden vermeld die zich hiertegen hebben uitgesproken", zonder dat een onderscheid wordt gemaakt tussen de abonnees van de (vaste) spraaktelefoondiensten en die van de mobiele telefoondiensten.

Zoals de Raad van State erop heeft gewezen in zijn advies L. 26.922/4 van 22 oktober 1997 over een voorontwerp dat de wet van 12 december 1997 is geworden tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven teneinde het reglementaire kader aan te passen aan de verplichtingen die inzake vrije mededinging en harmonisatie op de markt voor telecommunicatie voortvloeien uit de van kracht zijnde beslissingen van de Europese Unie (1), wijkt artikel 109^{ter} C van de wet van 21 maart 1991, dat toen in het stadium van een ontwerp was, af van deze bepaling van de richtlijn.

Het bepaalt immers dat de gebruikers van mobiele telefonie moeten vragen om te worden vermeld in de telefoongidsen, terwijl volgens richtlijn 98/10/EG de gegevens die hen betreffen, moeten worden vermeld in de universele telefoongidsen, tenzij ze daartegen bezwaar hebben gemaakt.

Bovendien bepaalt artikel 11, lid 1, van richtlijn 97/66/EG :

« Persoonsgegevens die zijn opgenomen in gedrukte of elektronische abonneelijsten die beschikbaar zijn voor het publiek, of te verkrijgen zijn via abonnee-informatiediensten, moeten worden beperkt tot hetgeen strikt noodzakelijk is om een abonnee te kunnen identificeren, tenzij die abonnee er ondubbelzinnig mee heeft ingestemd dat bijkomende persoonsgegevens worden gepubliceerd. De abonnee heeft het recht om kosteloos op zijn of haar verzoek uit een gedrukte of elektronische abonneelijst te worden weggelaten, om te eisen dat zijn/haar gegevens niet worden gebruikt voor direct marketing, dat zijn/haar adres gedeeltelijk wordt weggelaten en dat geen enkele verwijzing wordt opgenomen naar zijn/haar geslacht, waar zulks vanuit taalkundig oogpunt relevant is. »

Artikel 109^{ter} C beperkt zich ertoe te bepalen dat de gebruikers zich ertegen kunnen verzetten dat hun gegevens vermeld worden in de telefoongidsen, zonder evenwel te preciseren welke gegevens worden toegezonden aan de uitgever van telefoongidsen (naam, adres, beroep... ?), noch dat de toegezonden gegevens beperkt moeten worden tot hetgeen noodzakelijk is om de abonnee te kunnen identificeren en evenmin dat de abonnee zich ofwel uitdrukkelijk, ofwel impliciet kan verzetten tegen de publicatie van bepaalde hem betreffende gegevens.

De wet zal moeten worden aangevuld om te zorgen voor een correcte omzetting van de voormelde richtlijnen (2).

Ces modifications législatives auront nécessairement une influence sur le contenu du présent projet.

Ainsi, par exemple, l'article 1^{er}, 4°, définit l'annuaire universel comme étant "un annuaire... reprenant alphabétiquement... les nom, prénom, et éventuellement l'adresse et le numéro de raccordement de l'ensemble des utilisateurs finals...".

Cette disposition suscite du reste plusieurs questions : qui décidera de mentionner ou non l'adresse de l'utilisateur final ? Est-ce un élément considéré comme nécessaire à l'identification ? L'utilisateur final aura-t-il le droit de demander que son adresse ne figure pas ou figure seulement partiellement dans l'annuaire ? Qui de l'opérateur ou de l'éditeur d'annuaires devra recueillir son consentement ou son opposition ? Dans l'hypothèse où il s'agira de l'opérateur, celui-ci devra-t-il limiter en conséquence les données qu'il transmet à l'éditeur d'annuaires ?

2. La loi du 21 mars 1991 a omis de prévoir qu'il convenait également de transmettre l'adresse de tous les utilisateurs finals afin de permettre la distribution des annuaires. Le fait de ne pas vouloir figurer dans l'annuaire ne prive en effet pas l'utilisateur final du droit de recevoir celui-ci.

Le projet tend à remédier à certaines de ces lacunes dans le chapitre III, relatif à la "mise à disposition et utilisation des données utilisateurs finals".

Afin d'éviter toute discussion quant au fondement légal du chapitre III, il est suggéré aux auteurs du projet, d'insérer les dispositions de ce chapitre dans le projet d'arrêté royal "adaptant certaines dispositions de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques aux directives de la Commission (lire de l'Union) européenne et modifiant certaines dispositions de cette loi relative au service universel", faisant l'objet de l'avis L. 28.065/4 donné ce jour, en veillant, au préalable, à la conformité de ces dispositions avec les deux directives communautaires précitées (3).

3. La loi du 21 mars 1991 définit l'"utilisateur final" comme étant "la personne qui utilise ou demande un service de télécommunication pour ses besoins propres" (article 68, 21). Dans le présent projet, cette expression semble davantage vouloir désigner la personne qui a conclu un contrat avec le prestataire de services de téléphonie vocale ou mobile.

Mieux vaut utiliser, pour désigner cette catégorie particulière d'utilisateurs, le terme "abonnés". On les distinguera ainsi plus aisément des autres personnes qui utilisent un service sans y être abonnés (par exemple les cohabitants ou les utilisateurs occasionnels) et qui ne devraient, dès lors en principe, pas jouir des mêmes droits (par exemple celui de recevoir gratuitement un annuaire) (4).

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Intitulé

Dans l'intitulé français du projet d'arrêté, il y aurait lieu d'ajouter, in fine, le mot "téléphoniques".

Préambule

Alinéa 1^{er}

La directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ne constitue pas un fondement à l'arrêté en projet et n'est pas transposée par celui-ci.

En conséquence, cet alinéa sera omis.

Alinéa 2 (devenant l'alinéa 1^{er})

Comme il a déjà été observé à plusieurs reprises dans le cadre de projets antérieurs en matière de télécommunications (5), il convient de viser la directive originelle et non un texte qui modifie celle-ci, ainsi que l'article précis de la directive dont il est fait application. En conséquence, il convient de remplacer l'alinéa en projet, par le texte suivant :

« Vu la directive 90/388/CEE de la Commission, du 28 juin 1990, relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications, notamment l'article 4^{ter}, inséré par la directive 96/19/CE, du 13 mars 1996; ».

Die wetswijzigingen zullen onvermijdelijk een weerslag hebben op de inhoud van het onderhavige ontwerp.

Zo bijvoorbeeld omschrijft artikel 1, 4°, de universele telefoongids als een "telefoongids met opgaaf in alfabetische volgorde, van de naam, de voornaam en eventueel het adres en het aansluitingsnummer van alle eindgebruikers".

Omtrent deze bepaling rijzen overigens verscheidene vragen : wie zal beslissen over het al dan niet vermelden van het adres van de eindgebruiker ? Is dit een gegeven dat noodzakelijk wordt geacht voor de identificatie ? Zal de eindgebruiker het recht hebben te vragen dat zijn adres niet of slechts gedeeltelijk wordt vermeld in de telefoongids ? Zal het de operator zijn dan wel de uitgever van de telefoongidsen aan wie diens instemming of weigering moet worden medegedeeld ? Gesteld dat het de operator is, zal deze de gegevens die hij toezendt aan de uitgever van telefoongidsen dienovereenkomstig moeten beperken ?

2. De wet van 21 maart 1991 heeft verzuimd te bepalen dat ook het adres van alle eindgebruikers dient te worden meegedeeld om de telefoongidsen te kunnen verspreiden. Het feit dat de eindgebruiker niet in de telefoongids wil worden vermeld, ontzegt hem immers niet, het recht om deze gids te ontvangen.

Het ontwerp poogt sommige van die lacunes te verhelpen in hoofdstuk III, met als opschrift "beschikbaarstelling en gebruik van de eindgebruikergegevens".

Om elke discussie over de rechtsgrond van hoofdstuk III te voorkomen, wordt de stellers van het ontwerp voorgesteld de bepalingen van dat hoofdstuk in te voegen in het ontwerp van koninklijk besluit "tot aanpassing van sommige bepalingen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan de richtlijnen van de Europese Commissie (lees : Unie) en tot wijziging van sommige bepalingen van die wet met betrekking tot de universele dienstverlening" waarover een advies L. 28.065/4 is uitgebracht, waarbij er vooraf moet worden op toegezien dat die bepalingen overeenstemmen met de twee voormelde gemeenschapsrichtlijnen (3).

3. De wet van 21 maart 1991 omschrijft de "eindgebruiker" als "een persoon die een telecommunicatiedienst gebruikt of aanvraagt voor eigen doeleinden" (artikel 68, 21°). In het onderhavige ontwerp lijkt deze uitdrukking meer te wijzen op de persoon die een overeenkomst heeft gesloten met de verleners van spraak- of mobiele telefoondiensten.

Het zou beter zijn die bijzondere categorie van gebruikers aan te duiden met het woord "abonnees". Zo zullen ze gemakkelijker onderscheiden kunnen worden van de andere personen die gebruik maken van een dienst zonder erop geabonneerd te zijn (bijvoorbeeld de medebewoners of de toevallige gebruikers) en die bijgevolg in beginsel niet dezelfde rechten hebben (bijvoorbeeld het recht op het gratis ontvangen van een telefoongids) (4).

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Opschrift

Het opschrift moet als volgt worden gesteld : "... voorwaarden voor het vervaardigen, de uitgifte, en de verspreiding van telefoongidsen".

Aanhef

Eerste lid

Richtlijn 95/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 oktober 1995 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens vormt geen rechtsgrond van het ontworpen besluit en wordt er niet door omgezet.

Dit lid dient bijgevolg te vervallen.

Tweede lid (dat het eerste lid wordt)

Zoals er reeds herhaaldelijk op is gewezen in het kader van vroegere ontwerpen inzake telecommunicatie (5) behoort te worden verwezen naar de oorspronkelijke richtlijn en niet naar een tekst waarbij die richtlijn is gewijzigd, alsmede naar het juiste artikel van de richtlijn dat wordt toegepast. Bijgevolg dient het ontworpen lid vervangen te worden als volgt :

« Gelet op richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten, inzonderheid op artikel 4^{ter}, ingevoegd bij richtlijn 96/19/EG van 13 maart 1996; ».

Alinéa 2 (nouveau)

Il convient de viser l'article 11 de la directive 97/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des télécommunications.

Alinéa 3 (nouveau)

Il convient de viser l'article 6 de la directive 98/10/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 1998 concernant l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service de télécommunication dans un environnement concurrentiel.

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 4)

La référence aux articles 109^{ter} B et 109^{ter} C doit être omise, ces articles ne constituant pas un fondement l'égal de l'arrêté en projet.

En ce qui concerne les autres dispositions visées, il y a lieu de les citer en mentionnant les modifications qu'elles ont subies.

L'alinéa 3, devenant l'alinéa 4, sera donc rédigé comme suit :

« Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises article 84, § 1er, 19 décembre 1997; ».

Alinéa 5 (nouveau)

Il y a lieu d'ajouter un alinéa qui vise l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, requis en vertu de l'article 113, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Proposant

Il convient d'écrire "Sur la proposition de..." au lieu de "Sur proposition de..."

Dispositif

Article 1^{er}

1. La définition qui figure au 1° est à omettre. En effet, il découle déjà de l'article 16 que c'est le Ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions qui est visé dans cet arrêté.

2. En ce qui concerne la définition de l'Institut, figurant au 2°, mieux vaut le citer avec sa dénomination complète la première fois qu'il apparaît dans le texte en ajoutant les mots "ci-après dénommé l'Institut".

La même solution s'impose pour la définition figurant au 3°.

3. Concernant la définition énoncée sous le 4°, il est renvoyé à l'observation générale n° 1. En outre mieux vaudrait simplifier cette définition en remplaçant les mots "type d'annuaire contenant un classement alphabétique par commune reprenant alphabétiquement"... par les mots "annuaire reprenant, pour un territoire déterminé,... " en renvoyant l'obligation de classer par commune et par ordre alphabétique aux conditions de forme prévues à l'article 6 (6).

4. La définition donnée au 6° ne s'écarte pas du sens commun. Mieux vaut l'omettre.

5. Le 7° définit des mots qui ne sont utilisés qu'au chapitre III, qui, suivant l'observation générale n° 2, doit figurer dans le projet examiné ce jour sous la référence L. 28.065/4.

Article 2

Cet article ne fait, pour l'essentiel, que répéter les prescriptions qui figurent à l'article 113, alinéas 2 et 3, de la loi du 21 mars 1991 précitée. Dans cette mesure, ces dispositions doivent être omises.

Les seuls éléments ajoutés sont la prescription aux termes de laquelle la déclaration doit avoir lieu "par voie recommandée" et celle aux termes de laquelle "Dans les quatre semaines qui suivent la réception de cette déclaration, l'Institut délivre un numéro d'habilitation".

En ce qui concerne cette habilitation qui fait l'objet de l'alinéa 3, il y a lieu d'observer qu'elle n'a pas de raison d'être. En effet, la confection, la vente ou la distribution d'annuaires doit seulement faire l'objet d'une déclaration. Il n'y a donc pas lieu d'habiliter les personnes qui souhaitent prester ces services, et donc de leur délivrer un numéro d'habilitation. Tout au plus pourrait-on prévoir que, dans un délai fixé, l'Institut accuse réception de la déclaration ou informe le déclarant que la déclaration est incomplète.

Tweede lid (nieuw)

Er behoort te worden verwezen naar artikel 11 van richtlijn 97/66/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 1997 betreffende de verwerking van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in de telecommunicatie-sector.

Derde lid (nieuw)

Er behoort te worden verwezen naar artikel 6 van richtlijn 98/10/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 1998 inzake de toepassing van Open Network Provision (ONP) op spraaktelefonie en inzake de universele telecommunicatiedienst in een door concurrentie gekenmerkt klimaat.

Derde lid (dat het vierde lid wordt)

De verwijzing naar de artikelen 109^{ter} B en 109^{ter} C moet vervallen, daar die artikelen geen rechtsgrond vormen van het ontworpen besluit.

De overige bepalingen waarnaar wordt verwezen, dienen aangehaald te worden met vermelding van de wijzigingen die ze hebben ondergaan.

Het derde lid, dat het vierde lid wordt, moet dus als volgt worden geredigeerd :

« Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op de artikelen 84, § 1, 7°, en 113, vervangen bij de wet van 19 december 1997; ».

Vijfde lid (nieuw)

Er dient een lid te worden toegevoegd dat verwijst naar het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, dat vereist is krachtens artikel 113, eerste lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

Voordrachtformulier

In de Franse tekst schrijve men : "Sur la proposition de..." in plaats van "Sur proposition de... I.

Bepalend gedeelte

Artikel 1

1. De definitie in onderdeel 1° dient te vervallen. Uit artikel 16 blijkt immers reeds dat het de Minister bevoegd voor de Telecommunicatie is die in dit besluit wordt bedoeld.

2. Wat de definitie van het Instituut in onderdeel 2° betreft, zou het beter zijn de volledige benaming van het Instituut te vermelden de eerste keer dat het voorkomt in de tekst, met toevoeging van de woorden "hierna te noemen het Instituut".

Dezelfde werkwijze geldt voor de definitie in onderdeel 3°.

3. Voor de definitie in onderdeel 4° wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 1. Het zou bovendien beter zijn deze definitie te vereenvoudigen door de woorden "soort van telefoongids die een alfabetische rangschikking per gemeente bevat" te vervangen door de woorden "telefoongids die voor een bepaald grondgebied... bevat", waarbij de verplichting om gegevens per gemeente en alfabetisch te rangschikken wordt opgenomen onder de vormvereisten waarin artikel 6 voorziet (6).

4. De definitie in onderdeel 6° wijkt niet af van de gebruikelijke betekenis. Het zou beter zijn ze weg te laten.

5. In onderdeel 7° worden woorden gedefinieerd die alleen worden gebruikt in hoofdstuk III, dat, volgens algemene opmerking nr. 2, moet worden opgenomen in het ontwerp dat heden wordt onderzocht onder het nummer L. 28.065/4.

Artikel 2

Dit artikel is in essentie slechts een herhaling van de voorschriften die voorkomen in artikel 113, tweede en derde lid, van de voormelde wet van 21 maart 1991. In dat opzicht moeten die bepalingen vervallen.

De enige gegevens die zijn toegevoegd zijn het voorschrift luidens hetwelk de aangifte moet geschieden "per aangetekende brief" en het volgende voorschrift : "Binnen vier weken na de ontvangst van die aangifte geeft het Instituut een bevoegdverklaringsnummer af".

In verband met die machtiging waarvan sprake is in het derde lid, behoort te worden opgemerkt dat ze geen reden van bestaan heeft. Het vervaardigen, verkopen of verspreiden van telefoongidsen moet immers enkel worden aangegeven. De personen die deze diensten wensen te presteren dienen daartoe dus niet gemachtigd te worden en dus dient hen geen "bevoegdverklaringsnummer" te worden afgegeven. Hooguit zou erin kunnen worden voorzien dat het Instituut binnen een vastgestelde termijn ontvangst meldt van de aangifte of de aangever ervan in kennis stelt dat de aangifte onvolledig is.

La même observation vaut pour l'article 13.

La précision selon laquelle la déclaration doit se faire par voie recommandée pourrait, elle, figurer dans l'article 3 du projet.

Dans cette perspective, le début de cet article serait rédigé comme suit :

« Art. 3 La déclaration dont il est question à l'article 113, alinéa 2, de la loi du 21 mars 1991 précitée, est faite par voie recommandée. Elle comprend :

(...) ».

Article 3

1. Pour le début de cet article, il est fait renvoyé à l'observation faite sous l'article 2.

2. Il convient d'adapter le 1° afin de répondre à l'hypothèse où le déclarant est une personne morale.

3. Le 2° qui prévoit l'obligation pour le déclarant de conclure avec le service de médiation un protocole, qui comprend la "convention d'arbitrage" visée à l'article 43bis, § 3, 4°, de la loi du 21 mars 1991 suscite une double observation.

D'abord, cette disposition est contraire à l'article 113 de la loi précitée qui prévoit que l'édition d'annuaires est soumise à simple déclaration. Obliger l'éditeur à conclure un "protocole" ou une convention avec le service de médiation revient à exiger l'accord de ce dernier pour pouvoir légalement confectionner, vendre ou distribuer des annuaires.

En outre, il résulte clairement tant de l'article 43bis précité que des dispositions constitutionnelles qui confient aux cours et tribunaux les litiges portant sur des droits civils (article 144) et qui prévoient que "nul ne peut être distrait, contre son gré, du juge que la loi lui assigne", (article 13), que le recours à l'arbitrage du service de médiation implique le libre consentement de toutes les parties au litige. Le consentement de l'entreprise qui fournit un service de télécommunications ne peut dès lors lui être imposé comme condition de fourniture de ce service.

4. Au paragraphe 2, il y a lieu de remplacer les mots "Sans préjudice de l'article 8," par les mots "Sous réserve de l'article 8,".

Article 4

L'article, tel qu'il est rédigé, est incompréhensible. Il devra être entièrement réécrit dans un langage simple et accessible en distinguant, le cas échéant, les différentes hypothèses envisagées par l'auteur du projet.

Compte tenu de cette imprécision, il n'est pas possible au Conseil d'Etat de se prononcer sur la validité du principe de gratuité qui est imposé tant à l'alinéa 1^{er} qu'à l'alinéa 2 de la disposition examinée, ainsi que sur le pouvoir accordé au ministre, dans un régime de simple déclaration, de déroger à ce principe de gratuité.

Article 6

1. Le paragraphe 1^{er} serait mieux rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Toute personne qui en fait la déclaration peut confectionner, vendre et distribuer un annuaire universel pour les zones qu'elle détermine. ».

La possibilité de recourir à des sous-traitants va en effet de soi et on complique inutilement le texte en le précisant.

2. Telle qu'elle est formulée, la délégation accordée au ministre par le paragraphe 2, alinéa 2, est excessive. Dès lors que la loi a confié au Roi les conditions d'édition des annuaires, une subdélégation au ministre ne peut porter que sur des points secondaires ou de détail. "Les critères assurant le caractère d'universalité de l'annuaire et des informations qu'il contient" ne peuvent être considérés comme tels.

Le cas échéant, le texte doit être revu afin que la délégation au ministre soit contenue dans des limites admissibles.

Concernant l'alinéa 4 du même paragraphe, qui comme tel est incompréhensible, il est renvoyé à l'observation faite à l'égard de l'article 1^{er}, 4°.

Enfin d'après le Rapport au Roi, comme il entre dans l'intention de l'auteur du texte en projet de ne considérer comme répondant aux conditions que les annuaires "sur un support papier", il conviendrait de rédiger en ce sens le paragraphe 2.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 13.

De precisering luidens welke de aangifte aangetekend moet geschieden, zou kunnen worden opgenomen in artikel 3 van het ontwerp.

Aldus zou het begin van dat artikel als volgt kunnen worden geredigeerd :

« Art. 3. De aangifte waarvan sprake is in artikel 113, tweede lid, van de voormelde wet van 21 maart 1991, geschiedt aangetekend. Ze bevat :

(...) ».

Artikel 3

1. Wat het begin van dit artikel betreft, wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt onder artikel 2.

2. Onderdeel 1° dient te worden aangepast zodat voorzien wordt in het geval waarin de declarant een rechtspersoon is.

3. Onderdeel 2°, waarin de declarant verplicht wordt met de ombudsdienst een protocol te sluiten dat de in artikel 43bis, § 3, 4°, van de wet van 21 maart 1991 bedoelde "arbitrageovereenkomst" omvat, geeft aanleiding tot twee opmerkingen.

In de eerste plaats is deze bepaling in strijd met artikel 113 van de voormelde wet, dat bepaalt dat het uitgeven van telefoongidsen gewoon moet worden aangegeven. De uitgever verplichten een "protocol" of een overeenkomst met de ombudsdienst te sluiten, komt erop neer dat de instemming van deze dienst wordt vereist om op wettige wijze telefoongidsen te kunnen vervaardigen, verkopen of verspreiden.

Bovendien blijkt duidelijk, zowel uit het voormelde artikel 43bis als uit de grondwetsbepalingen die aan de hoven en rechtbanken de geschillen houdende burgerlijke rechten toewijzen (artikel 144) en die bepalen dat "niemand tegen zijn wil kan worden afgehouden van de rechter die de wet hem toekent" (artikel 13), dat het beroep doen op de arbitrage van de ombudsdienst de vrije instemming impliceert van alle partijen bij het geschil. De toestemming van de onderneming die een telecommunicatiedienst levert, kan haar bijgevolg niet worden opgelegd als voorwaarde om die dienst te leveren.

4. In paragraaf 2 dienen de woorden "Onverminderd artikel 8," te vervangen te worden door de woorden "Onder voorbehoud van artikel 8".

Artikel 4

Het artikel is in zijn huidige redactie onbegrijpelijk. Het moet volledig worden herschreven in eenvoudige en toegankelijke taal, waarbij in voorkomend geval de verschillende gevallen die de steller van het ontwerp voor ogen had, worden onderscheiden.

Gelet op die onduidelijkheid kan de Raad van State zich niet uitspreken over de rechtmatigheid van het beginsel van de kosteloosheid, die zowel wordt opgelegd in het eerste als in het tweede lid van de onderzochte bepaling, alsmede over de aan de minister opgedragen bevoegdheid om, in een regeling waarbij gewoon aangifte moet worden gedaan, af te wijken van dat kosteloosheidsbeginsel.

Artikel 6

1. Het zou beter zijn paragraaf 1 als volgt te redigeren :

« § 1. Iedere persoon die daarvan aangifte doet, mag een universele telefoongids vervaardigen, verkopen en verspreiden voor de zones die hij vaststelt. » .

De mogelijkheid om een beroep te doen op onderaannemers ligt immers voor de hand en het preciseren ervan maakt de tekst nodeloos ingewikkeld.

2. Zoals de in paragraaf 2, tweede lid, aan de minister verleende delegatie is geformuleerd, gaat ze te ver. Aangezien de wet het vaststellen van de voorwaarden voor het uitgeven van telefoongidsen aan de Koning heeft opgedragen, kan een subdelegatie aan de minister alleen betrekking hebben op aangelegenheden die een bijzonderheid of een detail vormen. "De criteria die het universele karakter van de telefoongids en van de daarin vervatte inlichtingen waarborgen" kunnen niet als zodanig worden beschouwd.

In voorkomend geval moet de tekst worden herzien zodat de delegatie aan de minister binnen aanvaardbare grenzen blijft.

In verband met het vierde lid van dezelfde paragraaf, dat als zodanig onbegrijpelijk is, wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt over artikel 1, 4°.

Aangezien het volgens het verslag aan de Koning ten slotte de bedoeling is van de steller van de ontworpen tekst ervan uit te gaan dat alleen de telefoongidsen "op papier" beantwoorden aan de voorwaarden, dient paragraaf 2 in die zin te worden geredigeerd.

Article 7

Dans l'alinéa 1^{er}, la portée des mots "qui le souhaite" est imprécise. Il n'apparaît en effet pas à la lecture de ces mots si l'utilisateur final doit en avoir fait la demande s'il désire recevoir un "annuaire universel afférent à la zone téléphonique ou il réside", ou s'il reçoit un exemplaire de cet annuaire sans l'avoir demandé.

Article 12

Les sanctions administratives applicables en cas de manquement aux obligations imposées par le titre III de la loi du 21 mars 1991 font l'objet de l'article 109^{quater} de cette loi.

Le présent projet ne peut y déroger. En particulier, il ne peut prévoir, comme le fait l'alinéa 3, que l'Institut notifie à la personne qui contrevient aux obligations, une interdiction de poursuivre son activité.

Cette disposition sera dès lors omise.

Article 13

Il serait plus conforme à l'arrêté royal du 15 juillet 1994 exécutant l'article 113, 2^o, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en ce qui concerne les annuaires des abonnés aux services de télécommunications réservés exploités par BELGACOM, d'écrire "habilitées" au lieu de "déclarées compétentes".

OBSERVATIONS FINALES

Observation relative à la numérotation des chapitres et à leur intitulé :

La numérotation des chapitres se fait en chiffres cardinaux romains, sauf celle du premier chapitre, qui se fait en toutes lettres, par la mention "Chapitre premier". L'on veillera par ailleurs à harmoniser les intitulés de ces chapitres. Si le chapitre premier est intitulé "Les annuaires", plutôt que d'intituler le chapitre suivant "Annuaire universel", il conviendrait d'écrire, avec un article défini "L'annuaire universel".

Par ailleurs, il convient d'écrire "§ 1^{er}", en chiffre ordinal, au lieu de "§ 1".

La chambre était composée de :

MM. :

R. Andersen, président de chambre;

C. Wettinck, P. Lienardy, conseillers d'Etat;

F. Delperee, J.-M. Favresse, assesseurs de la section de législation

Mme M. Proost, greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. Detroux, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. C. Amelynck, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. Andersen.

Le greffier,

M. Proost.

Le président,

R. Andersen.

Notes

(1) Publiée au *Moniteur belge* du 30 décembre 1997.

(2) La date limite de transposition est le 30 juin 1998 pour la directive 98/10/CE et le 24 octobre 1998 pour la directive 97/66/CE.

(3) Il conviendra, à cet égard, d'être spécialement attentif à l'observation générale n° 1.

(4) Voir la directive 97/66/CE précitée qui établit une telle distinction. La loi du 21 mars 1991 utilise d'ailleurs également, à plusieurs reprises le terme "abonnés" pour désigner ceux qui sont raccordés au service (voir l'article 87, § 2, alinéa 2, e), ainsi que l'annexe I; par contre l'article 109^{ter} C utilise malheureusement le terme "utilisateurs finals".

(5) Voir par exemple :

- l'avis L. 26.509/9, donné le 9 juin 1997, sur un projet, devenu l'arrêté royal du 17 juillet 1997 "relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de radiomessagerie ERMES" (publié au *Moniteur belge* du 22 août 1997);

- l'avis L. 26.588/4, donné le 29 septembre 1997, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux stations terriennes de satellites et réseaux de stations terriennes de satellites", devenu l'arrêté, royal du 16 avril 1998 "relatif aux stations terriennes de satellites" (publié au *Moniteur belge* du 27 juin 1998).

(6) L'article 10, § 2, dernier alinéa, contient en effet une dérogation au classement par communes.

Artikel 7

In het eerste lid is de betekenis van de woorden "die dat wenst" niet duidelijk. Bij het lezen van die woorden blijkt immers niet of de eindgebruiker daartoe een aanvraag moet hebben ingediend indien hij een "universele telefoongids die betrekking heeft op de telefoonzone waarin hij woont" wenst te ontvangen, dan wel of hij een exemplaar van die telefoongids ontvangt zonder daarom te hebben verzocht.

Artikel 12

De administratieve sancties die van toepassing zijn indien de verplichtingen opgelegd bij titel III van de wet van 21 maart 1991 niet worden in acht genomen, zijn vervat in artikel 109^{quater} van die wet.

Het onderhavige ontwerp kan daar niet van afwijken. Inzonderheid kan het niet, zoals in het derde lid geschiedt, bepalen dat het Instituut de persoon die handelt in strijd met de verplichtingen, het verbod oplegt om zijn activiteit voort te zetten.

Deze bepaling moet bijgevolg vervallen.

Artikel 13

Het zou meer in overeenstemming zijn met het koninklijk besluit van 15 juli 1994 tot uitvoering van artikel 113, 2^o, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, met betrekking tot de gidsen van de abonnees van de gereserveerde telecommunicatiediensten die door BELGACOM worden geëxploiteerd, te schrijven "De krachtens het koninklijk besluit van ... gemachtigde personen" in plaats van "Personen die krachtens het koninklijk besluit van ... bevoegd zijn verklaard".

SLOTOPMERKINGEN

Opmerking betreffende de nummering van de hoofdstukken en het opschrift ervan :

Hoofdstukken worden met hoofdtelwoorden in Romeinse cijfers genummerd, behalve hoofdstuk I in de Franse tekst, dat voluit als "Chapitre premier" moet worden vermeld. Bovendien dient ervoor te worden gezorgd dat in de Franse lezing van het ontwerp de opschriften van die hoofdstukken met elkaar harmoniëren. Indien hoofdstuk I het opschrift "Les annuaires" draagt, dient het volgende hoofdstuk, veeleer dan het opschrift "Annuaire universel" het opschrift "L'annuaire universel" met een bepaald lidwoord, te dragen.

Bovendien schrijve men in de Franse lezing "§ 1^{er}" in plaats van "§ 1".

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

R. Andersen, kamervoorzitter;

C. Wettinck, P. Lienardy, staatsraden;

F. Delperee, J.-M. Favresse, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. M. Proost, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer L. Detroux, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer C. Amelynck, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen.

De griffier,

M. Proost.

De voorzitter,

R. Andersen.

Nota's

(1) Bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1997.

(2) De uiterste datum voor de omzetting is 30 juni 1998 voor richtlijn 98/10/EG en 24 oktober 1998 voor richtlijn 97/66/EG.

(3) In dat opzicht dient bijzondere aandacht te worden besteed aan algemene opmerking nr. 1.

(4) Zie de voormelde richtlijn 97/66/EG, die zulk een onderscheid maakt. De wet van 21 maart 1991 gebruikt overigens eveneens herhaaldelijk het woord "abonnees" om diegenen aan te duiden die aangesloten zijn op een dienst (zie artikel 87, § 2, tweede lid, e), alsmede bijlage I; in artikel 109^{ter} C daarentegen wordt jammer genoeg het woord "eindgebruikers" gebezigd.

(5) Zie bijvoorbeeld :

- advies L. 26.509/9, gegeven op 9 juni 1997 over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 17 juli 1997 "betreffende het opzetten en exploiteren van ERMES-Semafoonnetten" is geworden (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1997);

- advies L. 26.588/4, gegeven op 29 september 1997 over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de satellietgrondstations en netwerken via satellietgrondstations" (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 27 juni 1998).

(6) Artikel 10, § 2, laatste lid, bevat immers een afwijking van de rangschikking per gemeente.

14 SEPTEMBRE 1999. — Arrêté royal portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires téléphoniques et rapportant l'arrêté royal du 13 juin 1999 ayant le même objet

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la directive 90/388/CEE de la Commission, du 28 juin 1990, relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications, notamment l'article 4ter, inséré par la directive 96/19/CEE, du 13 mars 1996;

Vu la directive 97/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des télécommunications, notamment l'article 11;

Vu la directive 98/10/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 1998 concernant l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service de télécommunications dans un environnement concurrentiel, notamment l'article 6;

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment les articles 84 §1^{er} 7°, 109ter C et 113 remplacés par la loi du 19 décembre 1997 et modifiés par l'arrêté royal du 4 mars 1999 adaptant certaines dispositions de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques aux directives de l'Union européenne et modifiant certaines dispositions de cette loi relatives au service universel;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, requis en vertu de l'article 113, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991 précitée;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 mai 1997 et le 25 mai 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 septembre 1997 et le 12 juin 1998;

Vu la délibération du Conseil des Ministres du 12 juin 1998 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 30 septembre 1998 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *Les annuaires*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° **Ministre** : le Ministre ou le Secrétaire d'Etat qui a les télécommunications dans ses attributions;

2° **Loi** : la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

3° **Institut** : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, en abrégé « I.B.P.T. » visé à l'article 71 de la loi;

4° **Annuaire universel** : type d'annuaire, répondant aux critères définis à l'article 6 du présent arrêté;

5° **Données utilisateurs finals** : informations recueillies auprès du titulaire du contrat d'abonnement par les personnes offrant des services de téléphonie vocale fixe ou mobile à des utilisateurs finals, et nécessaires à la confection, la vente ou la distribution d'un annuaire;

Art. 2. § 1^{er}. La déclaration dont il est question à l'article 113 de la loi, est faite par voie recommandée. Elle comprend :

1° l'identité et l'adresse du déclarant; si le déclarant est une personne morale, la forme, la dénomination et la désignation précise du siège social de la société ainsi qu'une copie des statuts.

2° un engagement à conclure dans les deux mois qui suivent le dépôt de la déclaration auprès de l'Institut, un accord avec le service de médiation. Cet accord détermine les modalités de traitement des plaintes et comprend, notamment, la convention d'arbitrage dont question à l'article 43bis, § 3, 4° de la loi;

3° l'origine des données servant de base à l'édition de l'annuaire;

4° la définition de la couverture territoriale envisagée;

5° le cas échéant, la ou les catégories de profession libérale ou d'activité commerciale, industrielle ou artisanale reprises dans celui-ci;

14 SEPTEMBER 1999. — Koninklijk besluit houdende de voorwaarden tot vervaardiging, uitgave en verspreiding van de telefoongidsen en tot intrekking van het koninklijk besluit van 13 juni 1999 met hetzelfde onderwerp

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten, inzonderheid op artikel 4ter, ingevoegd bij richtlijn 96/19/EEG van 13 maart 1996;

Gelet op richtlijn 97/66/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 1997 betreffende de verwerking van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in de telecommunicatiesector, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op richtlijn 98/10/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 1998 inzake de toepassing van Open Network Provision (ONP) op spraaktelefonie en inzake de universele telecommunicatiedienst in een door concurrentie gekenmerkt klimaat, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op de artikelen 84 § 1, 7°, 109ter C en 113 vervangen door de wet van 19 december 1997 en gewijzigd door het koninklijk besluit van 19 maart 1999 tot aanpassing van sommige bepalingen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan de richtlijnen van de Europese Unie en tot wijziging van die wet met betrekking tot de universeledienstverlening;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, dat vereist is krachtens artikel 113, eerste lid, van de voormelde wet van 21 maart 1991;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 mei 1997 en op 25 mei 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 september 1997 en op 12 juni 1998;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 12 juni 1998 over de adviesaanvraag binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 30 september 1998 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Telefoongidsen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° **Minister** : de Minister of Staatssecretaris die de telecommunicatie onder zijn bevoegdheid heeft;

2° **Wet** : de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

3° **Instituut** : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, afgekort « B.I.P.T. », bedoeld in artikel 71 van de wet;

4° **Universele telefoongids** : type van telefoongids die beantwoordt aan de criteria die in artikel 6 van dit besluit zijn vastgelegd;

5° **Eindgebruikergegevens** : inlichtingen die de personen die diensten voor vaste of mobiele spraaktelefonie aan eindgebruikers aanbieden bij de houder van de abonnementsovereenkomst hebben verzameld en die nodig zijn voor de vervaardiging, verkoop of verspreiding van een telefoongids;

Art. 2. § 1. De aangifte waarvan sprake in artikel 113 van de wet, wordt gedaan via een aangetekend schrijven. Zij omvat :

1° de identiteit en het adres van de aangever; indien de aangever een rechtspersoon is, de rechtsvorm, de benaming en de precieze vermelding van de maatschappelijke zetel, alsook een afschrift van de statuten;

2° een verbintenis om binnen twee maanden volgend op de indiening van de aangifte bij het Instituut, een overeenkomst te sluiten met de ombudsdienst. Die overeenkomst bepaalt de nadere regels voor de behandeling van de klachten en omvat onder andere de arbitrageovereenkomst waarvan sprake in artikel 43bis, § 3, 4° van de wet;

3° de oorsprong van de gegevens die als basis dienen voor de uitgave van de telefoongids;

4° de definitie van de beoogde territoriale dekking;

5° in voorkomend geval, de categorie of categorieën van vrije beroepen of van commerciële, industriële of ambachtelijke activiteiten die daarin worden opgenomen;

6° le mode de financement envisagé;

7° le ou les services de télécommunications couverts par l'annuaire;

8° les conditions de mise à disposition de l'annuaire au public, y compris l'éventuelle demande de dérogation visée à l'article 3 du présent arrêté;

9° les éventuelles conditions de récupération des annuaires remplacés;

10° éventuellement, l'engagement à publier un annuaire universel dans les conditions définies au chapitre II du présent arrêté;

11° le ou les types de supports sur lesquels l'annuaire est mis à la disposition du public.

§ 2. Sous réserve de l'article 10, toute modification d'un des éléments ayant fait l'objet de la déclaration au § 1^{er} doit être communiquée à l'Institut au moins deux semaines avant son entrée en application.

Art. 3. Les données utilisateurs finals sont limitées à ce qui est nécessaire pour identifier celui-ci, à moins que l'abonné n'ait donné son consentement, sans la moindre ambiguïté, à la publication de données supplémentaires en ce compris l'activité professionnelle concernant l'utilisateur final ainsi que les personnes cohabitant avec celui-ci qui souhaitent figurer sous leur nom propre. Ces données de base sont mentionnées gratuitement pour autant que les utilisateurs finals entrent dans la catégorie visée à l'article 2, § 1^{er}, 5° du présent arrêté et qu'ils sont situés dans les zones téléphoniques de services fixes couvertes par l'annuaire.

Sauf dérogation accordée par le Ministre, sur proposition de l'Institut, chaque utilisateur final d'un service de téléphonie vocale fixe ou mobile reçoit gratuitement, sans en faire la demande, à l'adresse de son domicile, un exemplaire mis à jour de tous les annuaires remis gratuitement au public afférent à la zone téléphonique du service fixe où se trouve le raccordement.

En cas de lignes d'accès multiples à une même adresse, l'utilisateur final peut demander à l'éditeur de recevoir gratuitement moins d'annuaires qu'il n'a de lignes d'accès.

Un seul annuaire est remis à la personne abonnée à la fois à un opérateur de téléphonie vocale fixe et à un opérateur de téléphonie mobile.

Art. 4. Toute personne confectionnant, vendant ou distribuant un annuaire, quel qu'en soit le support, en fournit gratuitement à l'Institut trois exemplaires mis à jour.

Art. 5. Les données utilisateurs finals acquises par les personnes confectionnant, vendant ou distribuant un annuaire ne peuvent être utilisées par ces personnes dans un autre but que la confection, la vente ou la distribution d'un annuaire.

Ces données utilisateurs finals ne peuvent être revendues ou communiquées à un tiers.

CHAPITRE II. — *L'annuaire universel*

Art. 6. § 1^{er}. Outre les données utilisateurs finals reprises par ordre alphabétique et par commune, l'annuaire universel doit mentionner les informations énoncées dans l'annexe au présent arrêté ainsi que les informations relatives aux services à accès particulier.

Toute personne éditant un annuaire universel est tenue de préciser à l'Institut la ou les zones couvertes.

Un annuaire universel est imprimé sur support papier; tout autre support ne peut être que complémentaire au support papier.

Sauf dérogation accordée par le Ministre sur proposition de l'Institut, un annuaire universel doit au moins couvrir une zone téléphonique d'un service fixe existant à la date de publication du présent arrêté de manière à contenir un minimum de septante-cinq mille données utilisateurs finals.

Pour l'application du présent article, les communes de la région de Bruxelles-Capitale sont considérées comme constituant une seule commune.

6° de beoogde financieringswijze;

7° de door de telefoongids gedekte telecommunicatiedienst(en);

8° de voorwaarden voor het beschikbaar stellen van de telefoongids aan het publiek, met inbegrip van het eventuele verzoek om afwijking, bedoeld in artikel 3 van dit besluit;

9° de eventuele voorwaarden inzake recycling van de vervangen telefoongidsen;

10° eventueel, de verbintenis om een universele telefoongids te publiceren onder de voorwaarden van hoofdstuk II van dit besluit;

11° de soort(en) van dragers waarop de telefoongids aan het publiek beschikbaar wordt gesteld.

§ 2. Onverminderd artikel 10, moet elke wijziging van één van de elementen die volgens § 1 zijn aangegeven, ten minste twee weken voor zij van kracht wordt aan het Instituut worden meegedeeld.

Art. 3. De eindgebruikergegevens worden beperkt tot hetgeen nodig is om de eindgebruiker te identificeren, tenzij de abonnee zonder de minste dubbelzinnigheid zijn toestemming heeft verleend om aanvullende gegevens te publiceren, met inbegrip van de beroepsbezigheid van de eindgebruiker alsook de personen die met hem samenwonen en die onder hun eigen naam wensen te worden vermeld. Die basisgegevens worden gratis vermeld voorzover de eindgebruikers in de categorie vallen, bedoeld in artikel 2, § 1, 5° van dit besluit en voorzover zij gevestigd zijn in de telefoonzones van de vaste diensten die door de gids worden gedekt.

Behalve afwijking die op voorstel van het Instituut door de Minister wordt toegestaan, ontvangt elke eindgebruiker van een dienst voor vaste of mobiele spraaktelefonie gratis, zonder daarom te verzoeken, op het adres van zijn woonplaats, een bijgewerkt exemplaar van alle telefoongidsen die gratis aan het publiek worden verstrekt en die behoren tot de telefoonzone van de vaste dienst waar de aansluiting zich bevindt.

In geval van verscheidene toegangslijnen op eenzelfde adres, mag de eindgebruiker aan de uitgever vragen om kosteloos minder telefoongidsen te ontvangen dan dat hij toegangslijnen heeft.

Er wordt maar één telefoongids bezorgd aan de persoon die zowel geabonneerd is op een operator voor vaste spraaktelefonie als op een operator voor mobiele telefonie.

Art. 4. Elke persoon die een telefoongids vervaardigt, verkoopt of verspreidt, verstrekt, ongeacht de drager ervan, kosteloos drie bijgewerkte exemplaren van die gids aan het Instituut.

Art. 5. De eindgebruikergegevens die verkregen zijn door de personen die een telefoongids vervaardigen, verkopen of verspreiden mogen door die personen voor geen andere doeleinden worden gebruikt dan voor de vervaardiging, de verkoop of de verspreiding van een telefoongids.

Die eindgebruikergegevens mogen niet worden doorverkocht of aan een derde worden meegedeeld.

HOOFDSTUK II. — *De universele telefoongids*

Art. 6. § 1. Behalve de eindgebruikergegevens die alfabetisch en per gemeente zijn opgenomen, moet de universele telefoongids de inlichtingen vermelden die opgesomd zijn in de bijlage bij dit besluit, alsmede de inlichtingen met betrekking tot de diensten met bijzondere toegang.

Al wie een universele telefoongids uitgeeft moet aan het Instituut de gedekte zone of zones verduidelijken.

Een universele telefoongids wordt op papier afgedrukt; elke andere drager is enkel maar een aanvulling op de papieren drager.

Behalve bij afwijking die op voorstel van het Instituut door de Minister is toegestaan moet een universele telefoongids ten minste een telefoonzone van een vaste dienst bestrijken die bestaat op de datum waarop dit besluit wordt bekendgemaakt, en waarbij een minimum van vijfenzeventigduizend eindgebruikergegevens wordt opgenomen.

Voor de toepassing van dit artikel worden de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest als één enkele gemeente beschouwd.

§ 2. Les critères d'édition de l'annuaire universel sont arrêtés par le Ministre.

Art. 7. Tout abonné a le droit d'obtenir sur demande, de ne pas figurer dans un annuaire imprimé ou électronique.

Toutefois, les personnes offrant des services de téléphonie vocale fixe ou mobile à des utilisateurs finals qui désirent exiger d'un abonné un paiement afin que ses données utilisateur final ne figurent pas dans l'annuaire, sont tenues d'introduire une demande apportant la preuve que la somme demandée n'est pas dissuasive pour l'exercice du droit des abonnés de ne pas figurer dans l'annuaire. Tout en tenant compte des exigences de qualité de l'annuaire au regard du service universel, cette somme doit être calculée pour couvrir les coûts effectivement encourus pour l'adaptation et la mise à jour de la liste des abonnés à ne pas faire figurer dans l'annuaire.

Le Ministre approuve la demande sur proposition de l'Institut.

Art. 8. L'éditeur d'annuaire universel est tenu d'en assurer l'édition, la confection et la distribution dans la ou les zones couvertes. En cas de défaut de l'éditeur, et si aucun autre annuaire universel ne couvre les zones concernées, l'Institut fait procéder à l'édition, la confection et la distribution dudit annuaire universel aux frais de l'éditeur en situation.

L'éditeur communique à l'Institut, au plus tard le 15 janvier, son programme annuel de dates de clôture et de distribution de ses annuaires universels.

Art. 9. Tout annuaire universel est mis à jour par une nouvelle édition au moins une fois tous les quinze mois.

Tout éditeur d'annuaire universel fournit, en outre, à un prix raisonnable, un ou plusieurs exemplaires de l'annuaire universel à toute personne qui en fait la demande.

Art. 10. Toute personne souhaitant ne plus éditer l'annuaire universel dans tout ou partie de la couverture territoriale définie dans sa déclaration doit le faire savoir par voie recommandée à l'Institut au plus tard six mois après la dernière distribution de l'annuaire universel qu'il édite pour la couverture concernée. En cas de déclaration tardive, elle reste tenue d'éditer l'annuaire universel.

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et finales

Art. 11. Dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté, les opérateurs de téléphonie mobile informent leurs clients de la possibilité de demander la publication des données utilisateurs finals les concernant.

Jusqu'à cette date, les personnes abonnées à un service de téléphonie mobile peuvent être omises lors de la publication aux éditeurs, sauf si ces personnes expriment ou ont exprimé préalablement la volonté de voir transmises les données utilisateurs finals les concernant.

Art. 12. En cas de manquement aux obligations imposées en vertu du présent arrêté, l'Institut appliquera les dispositions de l'article 109^{quater} de la loi.

Art. 13. Nonobstant l'article 14 du présent arrêté, l'arrêté royal du 15 juillet 1994 exécutant l'article 113, 2° de la loi, en ce qui concerne les annuaires des abonnés aux services de télécommunications réservés exploités par BELGACOM est abrogé.

Art. 14. Les personnes habilitées en vertu de l'arrêté royal du 15 juillet 1994 exécutant l'article 113, 2° de la loi doivent introduire une déclaration conforme aux dispositions du présent arrêté dans les deux mois suivant l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel visé à l'article 6 § 2. Cette déclaration doit aussi préciser la date à partir de laquelle les nouvelles parutions d'annuaires seront adaptées.

§ 2. De criteria voor de uitgave van de universele telefoongids worden door de Minister vastgesteld.

Art. 7. Elke abonnee heeft het recht om op verzoek niet te worden vermeld in een afgedrukte of elektronische telefoongids.

Niettemin zijn de personen die diensten voor vaste of mobiele spraaktelefonie aan eindgebruikers aanbieden en die van een abonnee betaling willen eisen om die eindgebruikergegevens niet in een telefoongids te laten verschijnen, verplicht een aanvraag in te dienen waarin het bewijs wordt geleverd dat de gevraagde som niet afschrikt voor de uitoefening van het recht van de abonnees om niet in de gids te worden vermeld. Rekening houdende met de eisen inzake kwaliteit van de telefoongids ten aanzien van de universeledienstverlening moet die som worden berekend om de kosten te dekken die daadwerkelijk zijn gemaakt voor de aanpassing en bijwerking van de lijst van de abonnees die niet in de telefoongids mogen worden vermeld.

De Minister keurt de aanvraag goed op voorstel van het Instituut.

Art. 8. De uitgever van een universele telefoongids is verplicht om de universele telefoongids uit te geven, te vervaardigen en te verspreiden in de gedekte zone(s). In geval van verzuim vanwege de uitgever en indien geen enkele andere universele telefoongids de betrokken zones dekt, laat het Instituut de universele telefoongids uitgeven, vervaardigen en verspreiden op kosten van de in verzuim zijnde uitgever.

De uitgever deelt het Instituut uiterlijk op 15 januari zijn jaarlijks programma mee met betrekking tot de data van afsluiting en verspreiding van zijn universele telefoongidsen.

Art. 9. Elke universele telefoongids wordt ten minste één keer om de vijftien maanden bijgewerkt door middel van een nieuwe uitgave.

Elke uitgever van een universele telefoongids verstrekt bovendien tegen een redelijke prijs één of meer exemplaren van de universele telefoongids aan iedereen die daarom verzoekt.

Art. 10. Elke persoon die niet langer de universele telefoongids wenst uit te geven in het gehele, in zijn aangifte vastgelegde grondgebied of in een deel ervan, moet dit uiterlijk zes maanden na de laatste verspreiding van de universele gids die hij voor de betrokken zone uitgeeft, per aangetekend schrijven meedelen. In geval van laattijdige aangifte blijft die persoon verplicht om de universele telefoongids uit te geven.

HOOFDSTUK III. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 11. Binnen zes maanden volgend op de inwerkingtreding van dit besluit, stellen de operatoren voor mobiele telefonie hun klanten op de hoogte van de mogelijkheid om te vragen de hen betreffende eindgebruikergegevens te publiceren.

Tot die datum mogen personen die op een mobiele telefoniedienst geabonneerd zijn worden weggelaten bij de verzending naar de uitgevers, behalve indien die personen de wil uitdrukken of vooraf hebben uitgedrukt om de hen betreffende eindgebruikergegevens te laten verzenden.

Art. 12. Indien de krachtens dit besluit opgelegde verplichtingen niet worden nagekomen zal het Instituut de bepalingen van artikel 109^{quater} van de wet toepassen.

Art. 13. Niettegenstaande artikel 14 van dit besluit, wordt het koninklijk besluit van 15 juli 1994 tot uitvoering van artikel 113, 2° van de wet, met betrekking tot de gidsen van de abonnees van de gereserveerde telecommunicatiediensten die door BELGACOM worden geëxploiteerd, opgeheven.

Art. 14. De personen die krachtens het koninklijk besluit van 15 juli 1994 tot uitvoering van artikel 113, 2° van de wet bevoegd zijn verklaard, moeten een aangifte indienen die voldoet aan de bepalingen van dit besluit en dit binnen twee maanden na de inwerkingtreding van het in artikel 6 § 2 bedoelde ministerieel besluit. Deze aangifte moet ook de datum vermelden vanaf wanneer de nieuwe data van verschijning van de telefoongidsen zullen worden aangepast.

Art. 15. L'arrêté royal du 13 juin 1999 portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires téléphoniques et son annexe sont rapportés.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 17. Notre Ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 septembre 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,
R. DAEMS

Annexe

Liste des informations devant figurer gratuitement dans tout annuaire universel.

- Les numéros de secours, en conformité avec l'annexe 1, article 8 de la loi;
- La liste de toutes les localités et communes correspondantes du Royaume avec leurs numéros postaux et les indicatifs de zone s'y rapportant;
- Les numéros des services téléphoniques d'intérêt général des fournisseurs de services de téléphonie vocale fixe et/ou mobile dont les utilisateurs finals figurent dans l'annuaire;
- Les renseignements généraux fixés par le Ministre et les renseignements relatifs au service universel;
- La liste des services commerciaux de l'opérateur chargé du service universel ainsi que les adresses et numéros de téléphone des fournisseurs de services de téléphonie vocale des réseaux fixes et/ou mobiles dont les utilisateurs finals figurent dans l'annuaire;
- L'indicatif des pays, les principaux indicatifs internationaux et décalages horaires;
- Pour chaque fournisseur de services de téléphonie vocale des réseaux fixes et/ou mobiles dont les utilisateurs finals figurent dans l'annuaire :
 - la description du service;
 - les tarifs pratiqués;
 - les conditions techniques de prestation du service de téléphonie de base;
 - Eventuellement, la qualité des services offerts telle que mesurée par l'Institut;
 - La date à laquelle ces différentes informations ont été recueillies.
- Les modalités d'accès et coordonnées, d'une part, des services de Médiation des télécommunications et de La Poste et, d'autre part, de la Commission d'éthique;
- Les informations relatives aux postes téléphoniques payants mis en service par le prestataire du service universel;
- Les informations relatives aux missions réglementaires de l'Institut susceptibles d'intéresser les utilisateurs;
- La date à laquelle les fournisseurs de services dont les utilisateurs finals figurent dans l'annuaire ont remis les données abonnés à l'éditeur et la date à laquelle les différents fournisseurs de services ont fourni les informations figurant dans l'annuaire.

Vu pour être annexé à Notre Arrêté royal du 14 septembre 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,
R. DAEMS

Art. 15. Het koninklijk besluit van 13 juni 1999 houdende de voorwaarden tot vervaardiging, uitgave en verspreiding van de telefoongidsen en zijn bijlage worden ingetrokken.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 17. Onze Minister die Telecommunicatie onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 14 september 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
R. DAEMS

Bijlage

Lijst van de inlichtingen die gratis in elke universele telefoongids moeten worden vermeld

- De noodnummers, overeenkomstig bijlage 1, artikel 8 van de wet;
- Lijst van alle woonplaatsen en daarmee overeenstemmende gemeenten van het Rijk met hun bijhorend postnummer en zonenummer.
- Nummers van de telefoondiensten van algemeen nut van de leveranciers van diensten voor vaste en/of mobiele spraaktelefonie waarvan de eindgebruikers in de telefoongids opgenomen zijn.
- De algemene inlichtingen die door de Minister worden vastgesteld en de inlichtingen over de universele dienst;
- De lijst van de commerciële diensten van de operator die met de universele dienst belast is, alsook de adressen en telefoonnummers van de leveranciers van spraaktelefoondiensten van de vaste en/of mobiele netten waarvan de eindgebruikers in de telefoongids opgenomen zijn.
- Landnummers, de belangrijkste internationale netnummers en tijdsverschil.
- Voor elke leverancier van spraaktelefoondiensten van de vaste en/of mobiele netten waarvan de eindgebruikers in de telefoongids opgenomen zijn :
 - de beschrijving van de dienst;
 - de toegepaste tarieven;
 - de technische voorwaarden met betrekking tot de verstrekking van de basisdienst inzake spraaktelefonie;
 - Eventueel de kwaliteit van de aangeboden diensten zoals die door het Instituut is gemeten;
 - De datum waarop die verschillende inlichtingen zijn verzameld.
- De voorwaarden inzake toegang tot en volledig adres van de ombudsdienst voor de telecommunicatie en de ombudsdienst van De Post enerzijds en anderzijds van de Ethische Commissie;
- Inlichtingen aangaande de betaaltelefoons die door de universele dienstverlener in dienst zijn gesteld;
- Inlichtingen met betrekking tot de regelgevingsopdrachten van het Instituut die de gebruikers kunnen aanbelangen.
- De datum waarop de leveranciers van diensten waarvan de eindgebruikers in de telefoongids opgenomen zijn, hun abonneegegevens aan de uitgever hebben verstrekt en de datum waarop de verschillende dienstleveranciers de inlichtingen die in de telefoon-gids voorkomen, hebben verstrekt.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 14 september 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
R. DAEMS